

L'interprétation erronée de l'histoire par Macron est contre-productive

Alexander Lanoszka | 14 juin 2022



Dans un entretien fait à l'ensemble de la presse quotidienne régionale française, le président français Emmanuel Macron a **affirmé** que : « il ne faut pas humilier la Russie pour que le jour où les combats cesseront, nous puissions bâtir un chemin de sortie par les voies diplomatiques ». Il a ajouté « [j]e suis convaincu que c'est le rôle de la France, d'être puissance médiatrice ». Bien qu'il ait souligné dans la même entrevue que la France renforcerait son soutien militaire et financier à l'Ukraine, ses propos sur l'humiliation ont provoqué une vive réaction. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kulebo, a ainsi **tweeté** que « [l]es efforts pour éviter l'humiliation de la Russie ne peuvent qu'humilier la France et tous les autres pays qui la réclament. Car c'est la Russie qui s'humilie elle-même ».

En avançant cet argument de l'humiliation, qu'il avait déjà formulé **par le passé**, Macron semble s'appuyer sur une lecture particulière du traité de Versailles et de son lien potentiel avec la montée du nazisme et la Seconde Guerre mondiale. Selon cette interprétation, le traité de Versailles a été une paix humiliante pour l'Allemagne, notamment en raison de l'inclusion de la « clause de culpabilité de guerre » (article 231) qui attribue à l'Allemagne l'entière responsabilité du conflit afin de justifier les réparations massives qui lui ont été imposées. Le traité de Versailles ayant provoqué un profond ressentiment dans la société allemande, dont les membres s'attendaient en fait à une paix plus clémentine, les idées revanchardes et militaristes y ont trouvé un terrain fertile. Cela a préparé le terrain pour qu'Adolf Hitler et les nationaux-socialistes prennent le pouvoir et plongent l'Europe dans une guerre mondiale encore plus calamiteuse.

La déclaration de Macron sur l'humiliation est aussi déroutante qu'exaspérante pour beaucoup de personnes en Ukraine et dans les pays de l'OTAN qui ont une frontière directe avec la Russie dans le nord-est de l'Europe. D'une part, elle repose sur une compréhension très problématique des causes du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, elle contribue à aliéner la France de ses propres alliés le long du « flanc oriental » de l'OTAN, à savoir l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la

Pologne. En effet, les déclarations de Macron concernant l'humiliation et la Russie vont à l'encontre des objectifs de politique étrangère qu'il a lui-même déclarés, à savoir sa recherche d'autonomie stratégique européenne et son rôle de médiateur entre l'Ukraine et la Russie.

Une vision erronée de l'histoire

Macron semble être en très bonne compagnie intellectuelle pour faire le rapprochement entre un traité de paix humiliant et une guerre majeure ultérieure. Dans son célèbre ouvrage *The Economic Consequences of the Peace*, publié en 1919, John Maynard Keynes a décrit le traité de Versailles comme un accord extraordinairement punitif, qui n'offrait aucun espoir de rebond économique à l'Allemagne. L'inimitié profondément ancrée en Allemagne que cette épreuve entraînerait signifiait que l'Europe s'assurait de tensions importantes dans les décennies à venir. Des [travaux universitaires](#) plus récents ont fait valoir que les sentiments d'humiliation peuvent engendrer des conflits violents, un universitaire mettant en garde dans le journal *The Hill* contre la « [folie d'humilier la Russie](#) ». Pour rendre ces affirmations encore plus plausibles dans le contexte de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, Hitler, les nationaux-socialistes et les partis politiques de droite ont dénoncé le traité de Versailles comme étant injustifié et vindicatif.

Pourtant, tous les événements survenus après le traité de Versailles n'en sont pas nécessairement la conséquence. Il est vrai que le traité de Versailles prévoyait des réparations massives que l'Allemagne devait payer compte tenu des ravages qu'elle avait infligés. Il est également vrai que la perte des régions industrielles de l'Ouest aurait rendu plus difficile pour l'Allemagne d'effectuer ces paiements. Néanmoins, le malheur économique que l'Allemagne a effectivement connu au début des années 1920 – culminant avec l'hyperinflation observée entre 1921 et 1923 – n'était pas strictement dû à ces réparations.

Les retombées de la malheureuse [révolution allemande de 1918](#), les [paiements de pension pour les blessés de guerre et les veuves](#), la décision de Berlin d'indemniser les industriels de la Ruhr pour leurs pertes de propriété, et toutes les [dettes accumulées](#) que l'État allemand avait contractées en combattant durant la Première Guerre mondiale ont créé un certain nombre de difficultés fiscales que les paiements de réparation n'ont qu'aggravé. La clause de « culpabilité de guerre », tant décriée, ne fait en réalité aucune mention de la culpabilité de guerre unique de l'Allemagne, mais est néanmoins devenue une base de [propagande](#) utilisée par les politiciens allemands. Néanmoins, après 1923, les paiements de réparation sont tombés à moins de 5 % du produit national net, et de [grandes quantités de capitaux américains](#) ont afflué en Allemagne à la suite du plan Dawes de 1924, permettant ainsi la croissance et la prospérité de la République allemande – une société connue autant [pour ses politiques progressistes que pour la polarisation politique](#) qui a fini par la tuer. Ainsi, malgré les prédictions de Keynes, l'économie allemande a pu rebondir de manière significative, l'Allemagne ne payant finalement qu'une petite partie des réparations. Au moment où Hitler est arrivé au pouvoir et a suspendu l'obligation d'effectuer ces paiements, leur effet sur l'économie allemande était minime. Keynes a fini par [regretter](#) son livre, qui est devenu la cible d'importantes critiques de la part d'universitaires, précisément parce que ses prédictions économiques se sont révélées fausses.

Bien que de [nombreux facteurs](#) aient contribué à l'ascension d'Hitler, c'est la Grande Dépression qui a finalement permis son succès. Avant 1929, la part du vote des nazis était faible. Lors des [élections fédérales de 1928](#), le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) obtient douze sièges au Reichstag, avec environ 2,6 % des voix. Il [perd](#) en réalité des voix par rapport à l'élection précédente. Sa plus grande présence régionale se situe en Bavière. Deux ans plus tard, lors des [élections fédérales de 1930](#), le NSDAP devient le deuxième parti d'Allemagne après avoir remporté plus de 18 % des voix et donc 107 sièges au Reichstag. Une étude historique économique montre que dans les régions où les [mesures d'austérité étaient les plus fortes](#), le vote nazi était beaucoup plus élevé.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que l'histoire ne suit pas une ligne droite – en tout cas, pas comme les propos de Macron le laissent entendre. Le nazisme n'était pas inévitable dès que les diplomates allemands ont signé le traité de Versailles dans la galerie des Glaces. En effet, le ressentiment n'était pas un monopole allemand pendant l'entre-deux-guerres. Bien que faisant partie des vainqueurs en 1918, l'Italie et le Japon ont développé leurs propres rancœurs à l'encontre de l'ordre international post-Versailles et ont fini par s'en détourner. En outre, tous les pays humiliés et vaincus ne deviennent pas agressivement revanchards. La France, ironiquement, en est un bon exemple. Sa défaite militaire face à la Prusse en 1871 a entraîné un défilé de la victoire de l'armée prussienne à Paris, la perte de l'Alsace et de la Lorraine au profit de l'Allemagne et d'importantes réparations au profit d'un nouvel État allemand. Cette [humiliation](#) devint, sans surprise, un point sensible pour les nationalistes français, mais elle n'empêcha pas la France – sous la direction de Jules Ferry, en particulier – d'entretenir des relations plutôt cordiales avec l'Allemagne pendant un [certain temps](#) après les années 1870. Au final la France n'a récupéré l'Alsace et la Lorraine que parce que l'Allemagne a perdu une guerre en Europe occidentale qu'elle avait elle-même déclenchée.

La France et ses alliés de l'Est aujourd'hui

L'un des principaux piliers de la politique étrangère de Macron est le développement de l'« autonomie stratégique » de l'Europe. Ce que signifie précisément l'autonomie stratégique est [sujet à débat](#), mais l'idée générale est que l'« autonomie stratégique » donnerait à l'Europe la capacité politique et militaro-technologique d'agir de manière indépendante afin de ne pas être vulnérable aux caprices des États-Unis ou aux exactions d'autres puissances étrangères. Bien que ces idées ne soient pas nouvelles – [Charles de Gaulle](#) avait des visions similaires sur la coopération européenne en matière de défense dans les années 1960 – l'élection présidentielle surprise de Donald Trump en 2016 en a fait un élément majeur des débats actuels sur l'architecture de sécurité européenne. Cependant, tous les pays européens n'ont pas adhéré à la vision de Macron, même avec le style erratique de gestion des alliances de Trump. [La Pologne et les pays baltes](#) – les pays qui s'inquiètent le plus de l'agression russe – ont exprimé leur scepticisme à l'égard du concept d'autonomie stratégique européenne. Ils craignent que cela ne les éloigne des garanties fournies par les États-Unis (et le Royaume-Uni post-Brexit).

Ils craignaient également que la France – de même que l'Allemagne, par ailleurs – ait une perception très différente de la menace que représente la Russie, d'autant plus que Macron a appelé à plusieurs reprises au dialogue avec la Russie. Après tout, la France et l'Allemagne ont participé au format Normandie. Cet arrangement informel a servi à négocier une paix entre l'Ukraine et la Russie au sujet de la région de Donbass, aboutissant aux [deux accords de Minsk](#) conclus en septembre 2014 et février 2015 qui étaient censés mettre fin à leurs hostilités. Cependant, la Russie n'a jamais admis ouvertement sa propre implication militaire dans la région du Donbass et l'Ukraine n'a jamais pu rétablir le contrôle de sa frontière orientale avec la Russie. De son côté, la Russie a affirmé que l'Ukraine n'avait pas accordé de droits politiques spéciaux aux régions de Donetsk et de Louhansk, conformément au deuxième accord de Minsk. Bien que les accords de Minsk aient semblé [moribonds](#) pendant un certain temps, la France et l'Allemagne ont hésité à dénoncer les actions de la Russie et à fournir une assistance militaire à l'Ukraine, à l'exception de quelques exceptions mineures faites par la France. Ce qui a finalement mis fin aux accords de Minsk, c'est la décision de la Russie de [reconnaître l'indépendance](#) des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk le 21 février. Le lancement par la Russie de l'« opération spéciale » le 24 février a encore démontré l'échec du processus de Normandie. D'une certaine manière, on peut interpréter la fin ignominieuse des accords de Minsk comme une humiliation pour la France et l'Allemagne compte tenu de leur rôle de médiateurs.

L'offensive renouvelée et audacieuse de la Russie contre l'Ukraine a donc offert à Macron une occasion unique de concrétiser sa vision de l'autonomie stratégique européenne. L'« opération spéciale » de la Russie a démontré qu'elle avait été un partenaire de mauvaise foi dans les négociations et les dialogues sur la sécurité. Elle a libéré Paris et Berlin des accords de Minsk, qui, bien que problématiques, avaient reçu l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. La France avait déjà intensifié son engagement en Europe centrale et orientale, notamment en dirigeant un [groupement tactique renforcé](#) en Roumanie, en participant au [groupement tactique de présence avancée renforcée](#) dirigé par les Britanniques en Estonie et en déployant des chasseurs Rafale pour une [mission de police aérienne](#) en Pologne. Macron aurait pu s'appuyer sur ces contributions pour signaler de manière crédible qu'il prenait au sérieux les préoccupations de l'Europe centrale et orientale à l'égard de la Russie, tout en laissant derrière lui les problématiques accords de Minsk. Une stratégie d'endiguement robuste vis-à-vis de la Russie aurait pu appuyer ce rapprochement vers l'autonomie stratégique.

Au lieu de cela, Paris a émis une réponse différente. Il est vrai que la France soutient toujours la souveraineté politique et l'intégralité territoriale de l'Ukraine ainsi que sa candidature à adhérer à l'Union européenne. Cependant, contrairement au Royaume-Uni et aux États-Unis, qui ont intensifié la fourniture d'armes antichars et d'autres armements dans les semaines précédant le 24 février, la France est restée hésitante à fournir une assistance militaire à l'Ukraine, même lorsque les implications du renforcement militaire massif de la Russie sont apparues plus clairement. Cette hésitation a persisté après le 24 février, Macron ayant déclaré que la fourniture de chars d'assaut à l'Ukraine serait [trop agressive pour être envisagée](#). À sa décharge, la France a affirmé qu'elle fournissait une assistance militaire à l'Ukraine, mais a explicitement retenu des informations pour des raisons de sécurité opérationnelle. Toutefois, cette affirmation est, par nature, difficile à vérifier et peut donc servir de couverture à une assistance limitée. Paris a, bien sûr, fini par fournir un nombre non spécifié de camions équipés d'un système d'artillerie (dits CAESAR) [et de missiles antichars Milan](#).

Néanmoins, Macron a été très actif pour tenter de faire avancer une solution diplomatique, avec des dizaines d'appels passés à Moscou et à Kyiv tout au long de 2022. Ses efforts de négociation préalables à l'« opération spéciale », qui comprenaient un voyage personnel à Moscou début février, lui ont permis de recevoir des [promesses](#) de Poutine selon lesquelles la Russie retirerait ses troupes de Biélorussie et désamorcerait les tensions avec l'Ukraine. Lorsque rien de tout cela ne s'est produit et que Moscou a préféré intensifier la guerre en Ukraine, Macron a reconnu le 24 février qu'il y avait « [duplicité](#) ». Il [n'a pas totalement abandonné](#) l'idée que l'Europe ne serait pas en sécurité [tant que la Russie ne serait pas intégrée dans l'architecture de sécurité européenne](#) sous une forme ou une autre, même si d'autres politiciens européens ont fait valoir que l'ampleur et la nature brutale

de l'agression de la Russie contre l'Ukraine et sa population civile exigent plutôt la mise en place d'une stratégie d'endiguement robuste pour le « [long terme](#) ». Et alors que Zelensky a exprimé son soutien à Macron pour maintenir une ligne de communication avec Poutine tout au long de la guerre, le président ukrainien a également déclaré que la France avait « [peur de la Russie](#) ».

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer les remarques de Macron sur la nécessité d'éviter d'humilier la Russie. Ces remarques ne reposent pas seulement sur une prémisse historique bancale : elles constituent également un problème pour la diplomatie française. Comme je l'affirme dans mon nouveau livre [Military Alliances in the Twenty-First Century](#), l'idée que la France a des intérêts, des évaluations de la menace et des priorités qui diffèrent de certains de ses alliés de l'OTAN n'est pas du tout surprenante. Les États mettent par écrit leurs engagements conventionnels précisément parce qu'ils savent que ces différences existent. Ils essaient de minimiser ces désaccords parce qu'ils ont suffisamment d'intérêts communs pour justifier des améliorations dans leur coopération en matière de défense.

De ce fait, ce qui est surprenant, est que les échecs du format Normandie et le fait que Poutine ne respecte pas ses engagements personnels ne semblent pas être pris en compte par Macron. Le président français donne l'impression d'être un dirigeant qui, soit n'a aucune capacité d'introspection, soit est trop têtu pour admettre l'échec et rompre avec les pratiques passées qui sont à l'origine de cet échec. Pour d'autres dirigeants européens, ce discours visant à éviter l'humiliation semble aller à l'encontre du but recherché : la Russie a commis plus qu'assez d'atrocités et fait tant de victimes civiles que ses opinions ne devraient pas avoir d'importance.

Au minimum, cette incapacité à réviser son approche et à éviter de répéter une telle rhétorique polarisante face à l'agression russe a pour effet d'aliéner les pays de première ligne en Europe centrale et orientale qui ont le plus à perdre d'une architecture de sécurité européenne en train de se déchirer. La vision de Macron d'une autonomie stratégique européenne ne trouvera pas preneur si ces États clés estiment que leurs besoins sont mieux couverts par les États-Unis et le Royaume-Uni. Plus problématique encore, un discours aussi vague sur l'humiliation risque de laisser l'initiative diplomatique au Kremlin, car c'est lui qui définit ce qui est humiliant et ce qui ne l'est pas. Si l'on considère le bilan plutôt médiocre de la France en tant que médiateur entre la Russie et l'Ukraine, faire cette concession ne fait que renforcer la main de Moscou aux dépens de celle de Kyiv. Malgré toutes les inquiétudes concernant les sentiments des Russes, une nette victoire russe pourrait tout aussi bien entraîner une humiliation ukrainienne, ce qui pourrait être toxique pour la sécurité européenne pour les raisons évoquées par Macron.

Si la France veut continuer à jouer un rôle de médiatrice, elle aura besoin du soutien de l'Ukraine. Heureusement, Macron apprend peut-être encore de ses erreurs discursives, ayant déclaré sans équivoque lors d'un récent appel téléphonique avec Zelensky que la France soutient la pleine intégrité territoriale de l'Ukraine et ses ambitions de rejoindre l'Union européenne tout en évitant de parler d'humiliation. Cependant en l'état actuel des choses, Kyiv pourrait confier ses propres intérêts sécuritaires à Varsovie, Londres et Washington plutôt qu'à Paris.

Crédit : [Ludovic Marin/AFP](#)

Alexander Lanoszka

Alexander Lanoszka ([@ALanoszka](#)) est professeur adjoint de relations internationales au département de sciences politiques de l'Université de Waterloo. Il est également membre associé du Council on Geostrategy, basé au Royaume-Uni, et membre du Réseau d'analyse stratégique.

Comment citer cette publication

Alexander Lanoszka, « L'interprétation erronée de l'histoire par Macron est contre-productive », *Le Rubicon*, 14 juin 2022 [<https://lerubicon.org/linterpretation-erronee-de-lhistoire-par-macron/>].

